

*Questions orales*

**M. Cullen:** Monsieur l'Orateur, le député dit que je m'en suis tiré à bon compte mais il vient nous raconter des blagues. J'ai dit que le gouvernement n'avait autorisé personne à publier ces annonces. La société peut dépenser tout l'argent qu'elle veut, mais cela ne dispense pas ces travailleurs de devoir passer par notre ministère qui ne leur donnera pas le feu vert si nous avons des gens aptes à occuper ces emplois ici même au Canada.

Je ne suis pas d'accord avec le député. Le programme de formation donne d'excellents résultats. Nous payons pour ces cours pour la bonne raison que l'enseignement relève des provinces. Les gouvernements provinciaux établissent les programmes selon leurs besoins, après quoi nous versons notre quote-part du programme de formation des adultes.

\* \* \*

**LES SERVICES SOCIAUX****DEMANDE D'ÉTUDE DU COÛT DU CHÔMAGE POUR LA SOCIÉTÉ**

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur . . .

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Je remercie les députés de cette marque d'estime. Je présume qu'ils veulent saluer ainsi le début de mes trente-cinq prochaines années de vie parlementaire.

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Hees:** Au Sénat, Stan!

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Je croyais avoir des amis ici.

J'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. En raison de statistiques publiées à Toronto—et je présume qu'elles s'accorderaient avec celles provenant d'autres parties du pays—et relatives au nombre accru de suicides attribuables en grande partie au chômage ou à d'autres difficultés d'ordre économique, madame le ministre demandera-t-elle à son ministère d'entreprendre une étude du coût du chômage pour la société, en ce qui concerne surtout les suicides, les maladies mentales et physiques, les problèmes familiaux et les tendances criminelles, de manière à ce que le gouvernement, les députés et la population en général sachent à quel point il est urgent de venir à bout du chômage?

**L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, je ne sais trop comment répondre à cette question. Je voulais m'associer à mes collègues pour féliciter le député de ses longues années de service à la Chambre et de son apport à de nombreux programmes du gouvernement, mais il vient tout juste de faire une supposition qui est si grave, et je suis tentée de dire dans une certaine mesure irréfléchie . . .

**Des voix:** Oh, oh!

[M. Epp.]

**Mlle Bégin:** . . . que je me sens obligée de souligner que les faits ne permettent pas de rattacher le taux de suicides au chômage. Mon ministère surveille cet aspect, et c'est un des premiers points sur lesquels j'ai demandé à être renseignée. Nous surveillons et suivons le travail des organismes du secteur privé et parapublic qui sont particulièrement compétents dans l'analyse des facteurs sociaux et autres menant au suicide. Le groupe qui me préoccupe le plus est celui des jeunes. Je n'ai pas de données ici là-dessus, mais avant de répondre à d'autres questions sur ce sujet, j'aimerais bien m'assurer de quoi parle le député en m'entretenant plus tard avec lui.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre me permettrait de lui envoyer plus tard des rapports qui montrent que ces chiffres proviennent d'organismes sociaux compétents, ainsi qu'un document montrant que, dans au moins un autre pays occidental, une étude sérieuse a été effectuée qui établit effectivement une corrélation entre le chômage et les problèmes sociaux, notamment les suicides. Entre-temps, comme le ministre a la charge de la santé des Canadiens, userait-elle de toute son influence au sein du cabinet pour presser le gouvernement de mettre au point des programmes visant à minimiser le chômage?

**Mlle Bégin:** Monsieur l'Orateur, je pense qu'il est bien évident que c'est ce que nous voulons tous.

\* \* \*

[Français]

**L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE****LA DISPARITION POSSIBLE DU MINISTÈRE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

**M. Pierre De Bané (Matane):** Monsieur le président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Étant donné que les journaux rapportent de nouveau que le gouvernement s'apprête à mettre fin à l'existence du ministère de l'Expansion économique régionale ainsi que d'autres ministères, est-ce que le chef du gouvernement pourrait dire s'il y a quelque fondement à cette nouvelle?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, je crois que le ministre lui-même a indiqué que ces rumeurs étaient mal fondées. Je veux simplement ajouter qu'elles ont peut-être eu leur activité du fait que de plus en plus nous entendons les premiers ministres des provinces, leurs ministres et les journaux féliciter le gouvernement de son initiative, aligner les sommes qui ont été dépensées depuis les huit ou neuf ans que le ministère existe et prier le gouvernement fédéral de continuer cette belle œuvre. Je peux dire au député que nous sommes heureux que ces rumeurs-là aient donné l'occasion à ceux qui nous opposaient jadis, y compris les députés du parti d'en face, de voir la très grande utilité de ce ministère.